

**Sécurité, violences à l'école :**

***On n'attend plus de Monsieur Sarkozy un bilan ou un énième projet. On attend surtout de lui qu'il reconnaisse son échec !***

Depuis 2002, alors que la Droite a gagné deux élections présidentielles en partie sur la question de la sécurité, Nicolas Sarkozy porte personnellement d'abord comme ministre de l'Intérieur, aujourd'hui comme président de la République, la responsabilité de la sécurité du pays.

Force est de constater que depuis 2002, la situation s'est dégradée, en particulier dans nos quartiers populaires. C'est pourquoi, le président de la République est contraint d'organiser une **nouvelle opération médiatique pour masquer l'échec de sa politique.**

**Cet échec l'oblige à falsifier la réalité pour tenter de masquer la gravité des faits :**

- la montée continue des violences contre les personnes (+30% depuis 2002) ;
- des violences d'une ampleur sans précédent ;
- des tensions accrues entre la police et la justice et une chaîne pénale déstabilisée par une inflation législative (24 lois en 7 ans) aussi exponentielle qu'inefficace ;
- une culture obsessionnelle du chiffre qui entraîne de nombreux effets pervers dans le travail des forces de police ;
- le développement de la vidéo-surveillance présentée comme la panacée : développée par le maire de La Courneuve, on peine à en voir l'efficacité dans cette ville !

**Maintenant, cela suffit : à La Courneuve, comme en Seine Saint-Denis, nous en avons assez des coups de menton, des déclarations tapageuses et des opérations médiatiques en tous genres !**

Il est temps que l'Etat adopte une attitude transparente et responsable.

D'abord, en abandonnant toute manipulation des chiffres, car **ce n'est pas en brisant le thermomètre que l'on fait baisser la fièvre.**

Ensuite, en communiquant les **véritables chiffres des effectifs de police déployés dans les quartiers.**

Enfin, en menant une politique de sécurité cohérente et coordonnée dans la durée, par **l'augmentation et la stabilisation des effectifs de police, par la généralisation immédiate de la police de proximité ou de quartier, par une police d'investigation et une police financière capable de démanteler les trafics, par des moyens permettant à la justice de prononcer des sanctions rapides et adaptées et, enfin par une vraie politique de prévention précoce dès l'école.**

Le droit à la sûreté, le droit à la sécurité et à la tranquillité publique est une grande conquête républicaine : il doit être le même pour tous, que l'on habite La Courneuve ou les quartiers favorisés.

**Pour tout contact : Stéphane Troussel**

**Tél : 01 43 93 93 96**

**mail : [stroussel@cg93.fr](mailto:stroussel@cg93.fr)**